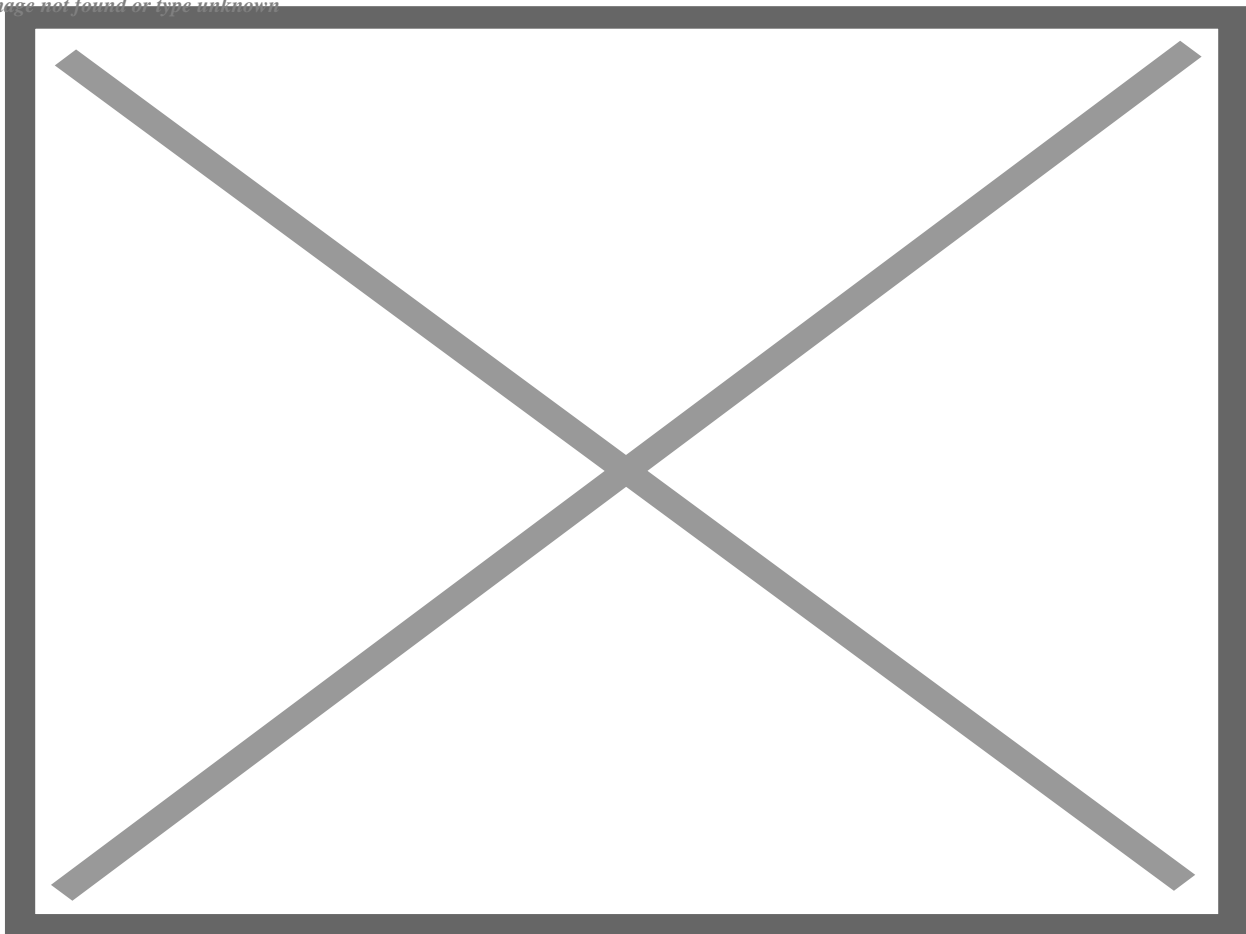


# *Dénonciation en France de l'impact extraterritorial du blocus contre Cuba (+Photo)*

---

*Image not found or type unknown*



Photos : Presse latine.

Paris, 17 juin (RHC) Des représentants de la communauté franco-cubaine résidant en France ont déposé ce vendredi à l'Assemblée nationale de ce pays une plainte contre le blocus économique, commercial et financier que le gouvernement des États-Unis applique contre notre pays et contre son impact extraterritorial.

Dans l'un des salons emblématiques de l'institution, le député François-Michel Lambert, président du Groupe France-Cuba de l'Assemblée, a reçu quatre femmes membres de la Coordination nationale des Cubains résidents, qui lors de la rencontre ont qualifié de génocide le siège imposé depuis plus de 60 ans au pays qui les a vues naître.

La déclaration exprime des préoccupations concernant les effets criminels du blocus sur la population cubaine et ses conséquences extraterritoriales, en particulier celles qui limitent la possibilité pour les Français de commercer et de faire des affaires avec la nation antillaise.

Les lois Torricelli (1992) et Helms-Burton (1996) font partie du tissu de normes et de mesures coercitives unilatérales qui punissent injustement et délibérément plusieurs générations, ont averti les signataires.

Ils ont également désapprouvé que cette politique empêche les citoyens français, d'origine cubaine ou non, d'envoyer directement de l'argent à Cuba, face au refus catégorique des virements bancaires qui cherchent à échapper aux sanctions de Washington.

La dénonciation reflète le malaise d'une communauté qui considère comme passive la réponse de la France et de l'Union européenne (UE) face à un blocus qui viole de manière flagrante et massive les droits de l'homme.

C'est pourquoi nous exigeons la condamnation ferme de ce génocide, dans la voix des dirigeants, des sénateurs, des députés, des partis politiques et de la presse en France, il est temps d'agir et de rendre urgente cette clameur urgent, ont-elles réclamé dans le texte.



Lambert a reconnu le caractère inacceptable des actions menées par les États-Unis pour infliger des souffrances à la population de la plus grande des Antilles et la recrudescence de ces souffrances sous l'administration Donald Trump (2017-2021).

Rappelons que pratiquement les dernières signatures qui sont sorties de sa plume ont été faites pour faire plus de mal au peuple cubain, a-t-il dit en faisant allusion à des mesures comme l'inscription de Cuba sur la liste des pays commanditaires du terrorisme, décrétée quelques jours avant son départ de la Maison-Blanche.

Le député sortant a déclaré que, même s'il ne siègera pas à l'Assemblée nationale pour la prochaine législature, il poursuivra son travail de soutien au pays des Caraïbes et coordonnera dans divers domaines les activités visant à exiger la fin de l'encerclement et une position ferme de la France et de l'UE.

Les représentantes de la communauté franco-cubaine ont remercié Lambert pour son travail à la tête du groupe parlementaire d'amitié avec l'île, pour sa solidarité et son rejet du blocus américain. (source : Prensa Latina).



**Radio Habana Cuba**